
La violence bloque toute évolution

Entretien avec

Ghazi Hidouci

Ancien ministre du gouvernement algérien de 1989 à 1991, l'auteur cherche à démêler la complexité des réseaux de violences qui sévissent aujourd'hui en Algérie et insiste sur les dangers d'une situation qui conduit au délitement de l'Etat.

— On a le sentiment que le GIA était, au début, un groupe centralisé; aujourd'hui ces groupes semblent être complètement autonomes les uns par rapport aux autres.

Les GIA ont toujours été des groupes éclatés. Dans la mouvance du FIS, dès sa création en 1989, différents mouvements inscrivant la violence comme instrument privilégié de lutte pour l'avènement de l'Etat islamique l'ont accompagné ou même intégré, en conservant, à un degré plus ou moins grand, leur autonomie organique. La direction du mouvement, traversée elle-même de nombreux courants, n'a pas défini de positions claires, aussi bien par rapport à l'action violente que par rapport à des démarches affichées "révolutionnaires" d'accès au pouvoir. En conséquence, les groupes dits "afghans" qui auraient vécu auparavant en Arabie Saoudite et en Afghanistan, le "mouvement islamique" de Bouyali, Hijza... essaieraient dans les quartiers populaires et le suburbain et prêtaient main-forte pour mobiliser les jeunes ou assurer le service d'ordre du FIS. Ces groupes se sont appuyés sur le discours radical de certains dirigeants, tels que Benhadj et Sahnouni et ont imposé leur image dans le FIS, grâce aussi à l'attitude

Printemps 1998

laxiste à leur égard d'Abassi Madani, alors qu'ils conservaient leur autonomie.

L'ensemble de ces éléments se traduit entre 1989 et 1991 par cette image double, ou triple, donnée par le FIS, en même temps, mouvement politique s'inscrivant dans le multipartisme et la transition démocratique par ses cadres, notamment élus, venant des classes moyennes, mouvement révolutionnaire prêt à tout moment à prendre la voie de l'accès par la contrainte au pouvoir et mouvement abritant des groupes prêts à verser dans la violence, sans qu'une ligne claire de parti ne soit tracée entre ces différentes voies. C'est dans ces conditions qu'après la grève insurrectionnelle de mai 1991 (illustration de la seconde voie) qui a servi d'ancrage à l'état d'urgence et au retour de l'armée sur la scène politique, l'arrestation de Madani et Benhadj fut suivie immédiatement par la répression contre les militants des mouvements en question. Ceux qui ont échappé aux arrestations et aux liquidations prirent le chemin de la clandestinité armée, en ordre dispersé, selon leurs tendances antérieures, et sans demander ni obtenir l'aval ou le parapluie politique de la direction politique qui a succédé à Madani. Plusieurs sigles, changeants, vont apparaître illustrant la diversité et la désorganisation.

Après février 1992, suite à l'arrestation en masse des cadres politiques du FIS et à l'élargissement de la répression, les mouvements armés vont connaître un recrutement abondant. Se développent alors des réseaux pyramidaux d'organisations (MIA, AIS et GIA). Tous les recoupements aboutissent à une observation commune; il y a eu une direction unitaire des GIA ou de l'essentiel des GIA jusqu'en mai 1994, date de la mort du quatrième émir Attia. A partir de cette date qui coïncide avec l'arrivée de Jamal Zitouni, des inconnues entourant la composition du GIA, l'origine et l'identité de ses membres, leur sincérité religieuse, se multiplient.

C'est le flou complet; l'information provenant du GIA n'apparaît plus crédible; elle devient fantaisiste, souvent délirante et incontrôlable. Plusieurs émirs se superposent ou se suivent et s'expriment de façon contradictoire. En même temps, commence la chasse aux cadres du FIS, qu'ils rejoignent les GIA ou s'en éloignent. Au début de 1995, plus personne en Algérie, en dehors des sources officielles, ne croit plus à l'existence d'une organisation à objectif politique déterminé; c'est en effet alors que commencent l'inexorable évolution vers une violence de plus en plus tournée vers la population la plus proche de l'islamisme, les expéditions punitives, dans la Mitidja surtout. L'exécution des moines de Tibhirine finit par jeter totalement le discrédit sur ce mouvement, quels que soient ses commanditaires. Il demeure toutefois que ce qui est fait a toujours un sens dans le contexte actuel: il n'est jamais favorable à la cause islamiste. On peut penser raisonnablement qu'il existe encore, non reliés entre eux, des groupes islamistes radicaux se considérant GIA, des bandits armés utilisant cette couverture et également des groupes de commandos pouvant organiser

derrière ce sigle des opérations à buts multiples, de gestion politique par la terreur, ne pouvant être confiées à des militaires conventionnels. Ce qui est sûr, c'est l'impossible investigation délibérément voulue par les autorités, le black-out sur les violences, l'orchestration orientée des informations officielles, et l'impunité, selon les témoignages convergents, des groupes armés. Les inconnues entourant la composition et les messages politiques des GIA sont nombreuses de même que l'identité de ses membres aujourd'hui. Le sens de leur combat s'estompe au fur et à mesure qu'ils concentrent leurs attaques sur les populations innocentes et non protégées.

— *Pourtant, on ne cesse aujourd'hui de parler des GIA.*

On ne cesse d'en parler parce que, justement, on ne peut ni les désigner, ni les situer. Ils sont devenus des acteurs indéfinis. C'est commode pour ne rien dire ou pour camoufler les réalités. La seule certitude, de l'aveu même des autorités, c'est que les groupes dits GIA, à la différence des groupes AIS, ne vivent pas avec les populations. Ils viennent en camions dans les localités puis disparaissent là où on ne les trouve pas. Ils publient des communiqués à Londres, diffusés par un imam qui ne les connaît pas, reçoit des fax et possède un code secret pour les identifier. Que ce soit en Algérie ou à l'étranger, les seuls responsables GIA identifiés meurent avant d'être saisis.

— *Pourtant ces derniers temps dans la presse algérienne privée, on a rapporté des informations assez précises sur les opérations menées par l'armée, sur les villages qui auraient été vidés par leur population après avoir été occupés par les GIA?*

Sans doute, mais à quoi peuvent être rattachées ces informations? Ce n'est pas très cohérent. Par exemple, après les massacres survenus dans la Mitidja, l'armée aurait mené une bataille contre les GIA pendant une semaine et aurait découvert qu'ils utilisaient des tunnels où étaient cachés des arsenaux! Cela signifierait que l'armée se serait battue contre des gens qui vivaient sous terre dans la banlieue proche d'Alger, la Mitidja est une vaste plaine. On aurait atteint un niveau d'anarchie et d'inefficacité trop important. Je ne le pense pas. Ainsi donc, des gens en armes pourraient chasser la population d'un village et y vivre pendant des mois sans être inquiétés. On a dit aussi qu'ils vivaient dans la forêt de Baneïm! Une forêt aussi éloignée, dense et peu traversée que le Bois de Boulogne à Paris. C'est en fait une zone de loisirs située pratiquement à l'intérieur de l'agglomération algéroise. C'est là que l'armée aurait fait des ratissages pendant un mois interdisant l'accès au public de 7 heures du soir jusqu'au lendemain matin. Certaines voix autorisées, comme celle de Bernard-Henri Lévy, expliquent que c'est possible, parce que l'armée est incompétente.

C'est trop grave. Les Algériens préfèrent penser, en général, que ce n'est pas possible.

— *Il y a quand même des témoignages de civils qui ont échappé à ces massacres...*

Que disent au fait les civils que nous avons entendus? Ils parlent peu et sous bonne garde. Les jeunes se taisent en général, comme s'ils refusaient de communiquer; par contre des personnes plus âgées, dans un état second, affirment avoir reconnu des jeunes d'un village ou d'un quartier voisin; elles ajoutent que ces jeunes continuent à circuler librement dans la région comme si de rien n'était. Il y a eu de multiples déclarations de ce genre, même à la télévision. Quand ces personnes se rendent à la gendarmerie pour faire ce type de témoignages, elles sont éconduites. Qu'est ce que cela prouve? Que les GIA sont difficilement identifiables et non le contraire. La population discute beaucoup de toutes ces contradictions, elle ne comprend pas et c'est pour cela qu'elle n'agit pas.

— *Comment les expliquez-vous?*

L'impunité est due au fait que l'armée laisse faire; pourquoi? Je n'en sais rien, sauf que je doute qu'elle demeure à l'écart à propos des vrais maquis islamistes. Prenons l'exemple des récents massacres qui ont eu lieu autour de Relizane, une ville située dans la plaine et non dans la montagne. On a appris par la télévision que les exactions s'étaient produites pendant plusieurs jours de suite, dans différents hameaux, distants de quelques kilomètres les uns des autres, chaque fois pendant toute la nuit. Cela signifierait que des bandes armées se seraient promenées tranquillement pendant plusieurs jours sur une petite zone pour tuer, massacrer, assassiner sans jamais rencontrer la moindre résistance. On connaît les victimes: souvent d'anciens islamistes ou des sympathisants islamistes; quant aux auteurs de ces tueries, ils demeurent impunis. Avant ces massacres, quand il y avait des opérations militaires à la suite d'attentats ou d'assassinats, on désignait globalement les auteurs qui appartenaient à tel ou tel groupe; depuis les massacres, cela ne marche plus.

— *Peut-on distinguer différentes périodes dans les actions menées par les GIA?*

Nous avons déjà parlé des deux périodes avant octobre 1994, et après. La dernière période s'est ouverte en 1996. Un peu avant les massacres de l'été, le pouvoir a commencé à parler de groupes autonomes et spontanés qui sont difficiles à repérer. Les gens dans la population se sont alors posé la question fondamentale: où vivent-ils? Où mangent-ils? Les paysans savent qui a été ou non racketté, si quelqu'un est venu ou non chercher de la nourriture, est allé ou non à la pharmacie. La population situe les groupes

de maquisards, infiltrés ou non, mais pas ceux qui exécutent les massacres en masse. Autre constat évident: les GIA semblent assurés de l'impunité; personne ne peut croire que si l'armée voulait les punir, elle ne le pourrait pas; elle en est, bien entendu, capable. Personne ne dit qu'ils n'existent pas et qu'ils ne recrutent pas. Mais le fait est qu'ils disposent d'une certaine liberté d'action. A partir de cette réalité, il n'y a que des questionnements! D'abord, dans quel sens agissent-ils? Les islamistes du FIS et de l'AIS témoignent en permanence que les victimes de ces tueries sont leurs militants et leurs familles. Et c'est vérifiable, car si on ne sait pas qui sont les auteurs, on connaît les victimes. Personnellement, je connais une famille dont huit membres sont morts dans un massacre, sauf une personne, un employé de banque absent le jour des meurtres. Cette famille avait deux jeunes gens dans l'AIS et d'autres anciens de l'appareil du FIS. En Algérie, certains pensent qu'on élimine les cadres de base du FIS pour que cette organisation n'existe plus en cas de négociation, tandis que d'autres évoquent des règlements de compte entre l'AIS et le GIA. Quelle que soit l'interprétation, il faut constater que les cibles de ces massacres sont bien les familles de responsables islamistes. Il est également curieux que presque systématiquement les communiqués attribués au GIA de Londres confirment les analyses faites par les autorités algériennes. Ainsi, quand ces dernières affirment que les islamistes politiques organisent des attentats en France, vous pouvez être sûr que le lendemain des communiqués du GIA seront publiés à Londres pour les revendiquer.

— *S'agit-il de concordances d'intérêts ou de véritables complicités?*

Il y a les deux parce que je pense qu'il y a divers GIA. Quand les polices infiltrent un groupe terroriste, en général elles ne prennent jamais le risque de rompre les dynamismes idéologiques; elles essaient plutôt d'instrumentaliser la concordance d'intérêts qui existent entre tous les groupuscules des réseaux islamistes et pas seulement entre ceux qui sont manipulés. Les communiqués ne sortent pas de Londres par hasard. Des alliances confuses et occultes de ce type se sont nouées souvent ailleurs, dans d'autres contextes, en Italie à l'époque des Brigades Rouges, par exemple.

— *L'AIS a-t-elle perdu complètement la partie?*

L'AIS ne doit plus croire, majoritairement, dans la justesse de son combat. Cela ne veut pas dire qu'elle n'est pas prête à le reprendre sous d'autres formes, dans un nouveau contexte. En tant que mouvement politique, une partie du FIS s'est donné les moyens du recours à la violence, mais pour une utilisation partielle et contrôlée avec des objectifs politiques.

Printemps 1998

Elle a essayé d'entraîner dans cette voie les GIA mais cela n'a pas marché puisque chaque fois que l' AIS a infiltré le GIA, ses chefs ont été tués. Après quatre ans, les responsables de l' AIS sont arrivés à la conclusion que la violence ainsi organisée sert la fermeture du champ politique, donc le pouvoir ; le recours à la violence terroriste a disqualifié l' image politique du FIS, dans le contexte des années 1992-1997. Que l' armée l' ait ou non voulu, l' AIS cherchait donc une occasion pour s' arrêter et dire: *"Nous ne sommes plus un mouvement terroriste"*. Par là, elle visait, il me semble, trois objectifs: faire apparaître les actions prêtées aux GIA, de façon transparente devant l' opinion, comme étrangères à l' AIS, montrer si le pouvoir combat vraiment les GIA ou non et affirmer la volonté de l' AIS de s' inscrire dans une perspective politique pour l' avenir, même si la trêve ne signifie pas abandon de la violence. C' est ce dernier point qui crée un grand débat dans l' armée.

— *Cela signifie donc que les rapports entre le président Zeroual et l' armée sont conflictuels sur cette question et beaucoup d' autres.*

Personne ne croit qu' il y ait un risque de conflit grave entre l' armée et Zeroual. Ce dernier n' a pas les moyens d' imposer quoi que ce soit au collège des militaires. Les dissensions sont toutefois permanentes car l' armée mène une politique que le président subit. Le délitement de l' Etat qui s' en suit aboutit à ce que chacun fait ce qu' il veut sur le terrain. Les gendarmes, les policiers et les miliciens ont une large autonomie et des objectifs souvent divergents. Cette subordination de l' exécutif au militaire produit une totale anarchie. C' est une donnée inédite dans le système politique algérien qui ne peut fonctionner que si le chef de l' armée commande en même temps le politique, le militaire et le policier. A partir du moment où l' armée a décidé, en 1995, de contrôler directement le pouvoir tout en installant Zeroual sur le devant de la scène, elle a créé les sources de dysfonctionnement. Quand on est président de la République, on entend exercer son autorité et donc prendre des décisions imposées par la gestion politique, comme par exemple de négocier ou pas avec le FIS. Si l' armée n' est pas d' accord, l' arbitrage se fait dans la violence.

— *Les chefs politiques sont toujours issus de l' armée en Algérie...*

Oui, issus de l' armée, mais exerçant leur autorité à travers le parti unique d' une part et par le pouvoir de nomination dans l' armée d' autre part, ce qui n' est pas le cas aujourd' hui. Quand Zeroual est arrivé, et même un peu avant, je crois, les pouvoirs du chef d' état-major de l' armée, le général Lamari, ont été renforcés: il nomme aux plus hautes fonctions dans la

hiérarchie militaire, décide des mouvements de troupes et gère la lutte antiterroriste dans le cadre des règles d'exception.

L'armée est aujourd'hui dans une position qui la conduit à refuser tout compromis politique qui peut réduire la subordination de l'exécutif. Il n'y a plus de parti politique, comme le FLN autrefois, qui puisse être utilisé comme instrument de médiation, ni comme pouvoir apparent. Son unique instrument d'hégémonie est la violence institutionnelle. Elle ne peut qu'exercer un pouvoir absolu sur toute la classe politique, y compris le président de la République, car tout compromis risque de remettre en cause son leadership et entraîner un changement de régime qui lui serait défavorable. Après avoir failli être expulsée de l'espace politique en 1989-90, elle a tout fait pour faire admettre à nouveau qu'elle est le seul maître du jeu en Algérie. C'est pour cela que la situation politique demeure bloquée depuis 1992. En nommant le général à la retraite Zeroual à la présidence, la hiérarchie militaire a pensé pouvoir reconstituer une classe politique subordonnée mais fidèle. Zeroual lui convenait parce qu'il était très bien vu par les troupes. Mais tout s'est compliqué quand il a bien fallu situer le président, à l'intérieur et à l'extérieur, ramener la paix et négocier avec tous les courants politiques pour obtenir un consensus. Les mouvements sociaux qui comptent refusent l'équilibre établi par la nouvelle règle constitutionnelle et la hiérarchie militaire refuse de négocier. C'est ce qui bloque la situation, en même temps gèle toute normalisation effective et maintient en permanence la régression.

Dans ces domaines, il semble qu'il y ait eu de très sérieuses divergences entre Zeroual et l'armée, par exemple, pour la création des milices dont l'armée ne veut pas, également pour le contrôle de la gendarmerie. En revanche, il a su aussi s'imposer dans le domaine crucial des hydrocarbures en nommant des hommes proches de lui et en obtenant le soutien contingent des Américains. Tout ceci demeure toutefois limité.

— En d'autres termes, dans une configuration aussi conflictuelle, il n'existe plus d'arbitre pour imposer les choix...

L'affaiblissement du pouvoir civil et le statu quo avec les militaires créent d'autres statu quo et permettent aux polices politiques de devenir les arbitres de la situation, car elles sont seules à même de contrôler la situation sécuritaire et de prendre des initiatives. Par rapport à l'Armée et au Président, elles ont l'avantage d'être capables de se mouvoir directement à travers des organisations politiques, la presse ou même l'assemblée, et sans prendre de risques. Les services de sécurité sont en mesure également d'agir sur les maquis, notamment en les infiltrant. Sur le terrain, ils sont donc déterminants. Dès lors, ils déploient leur propre jeu ou bien en devenant les vrais acteurs politiques ou bien en passant des alliances avec l'un ou avec l'autre suivant les circonstances. C'est cela qui rend les événements et la

violence peu lisibles. Ce ne peut être, comme l'ont suggéré des experts autoproclamés douteux, l'armée ou la gendarmerie qui voient les réalités. Ces corps ne sont pas organisés pour cela. L'opacité des choix des décisions, des arbitrages et de leur médiation relève du politique et du policier, non du militaire.

La situation est d'autant plus critique que le processus de délitement de l'Etat qui s'est produit aboutit à geler toute autre possibilité d'arbitrage, mais le résultat est l'immobilisme.

— *Pourquoi le pouvoir a-t-il pris le risque d'armer des milices?*

Dans l'esprit des promoteurs de cette idée, faire ce genre d'opérations, c'est affaiblir l'armée conventionnelle et les services de sécurité publics, afin de leur imposer l'arbitrage du politique, idée aventureuse, à courte vue, directement sortie des cerveaux maladifs des marginaux, totalitaires (PAGS, ACD, anciens moudjahidin en rupture de bans...) Malheureusement, ils ont trouvé une écoute attentive au niveau d'un exécutif affaibli. Evidemment, dans les faits, les services de sécurité, notamment la Sécurité militaire, ont repris le contrôle des milices, sans pouvoir toutefois ni garantir leur bon comportement, ni s'en débarrasser. Il y a deux catégories de milices: l'une un peu noble, pratiquement une milice encadrée par d'anciens moudjahidin réarmés, les patriotes, et l'autre constitué par les gardes communaux; au total, peut-être entre 100 et 150 000 personnes, mais ces chiffres évoluent sans cesse.

Comme ces milices sont très décentralisées, la population craint que les chefs locaux ne finissent un jour ou l'autre par agir pour leurs propres intérêts, pour défendre leur pérennité et donc transformer leurs troupes en milice privée, ou demander leur intégration dans l'armée. Cette crainte est surtout présente à l'est de l'Algérie et en Kabylie où ces milices sont nombreuses, mais l'objectif initial n'est pas atteint. Par ailleurs, la constitution de ces milices, de plus en plus nombreuses, ne donne pas lieu à une explication convaincante de la part des autorités. Il me semble qu'elle demeure mystérieuse et ne sert pas fondamentalement l'image de l'armée, ni la place centrale stratégique qu'on déclare lui faire jouer dans le nouveau dispositif institutionnel. Hormis les problèmes multiples que pose leur contrôle, ces milices font perdre à l'institution militaire sa légitimité aux yeux des citoyens.

— *En définitive, l'armée n'intervient que relativement peu.*

Il semble que seule une partie de l'armée soit vraiment engagée dans les opérations, environ 30 000 hommes. Les troupes classiques ne font que les missions de routine: tenir des barrages, assurer la surveillance. Les forces spéciales suréquipées interviennent dans les maquis pour les ratissages, sporadiquement. L'arrêt des combats avec l' AIS à l'est risque d'aboutir à

limiter le rôle de l'armée, ce qui donnera une plus grande marge de manœuvre au politique.

— *De qui dépend la Sécurité militaire?*

Elle dépend en principe du chef de l'état-major de l'armée, mais il ne faut pas oublier qu'elle est également une police politique et, à ce titre, elle intervient en permanence dans les attributions de l'exécutif, ce que ne peut faire l'autorité militaire. C'est elle qui contrôle les procédures judiciaires et négocie les nominations aux responsabilités civiles. Dans notre pays, elle tient une place plus importante qu'autrefois dans l'ensemble des pays socialistes, parce qu'elle a plus de pratique et assure l'intermédiation entre l'Etat et la société civile. Son rôle est d'autant plus déterminant qu'elle a recruté des gens efficaces; l'intelligentsia se trouve dans la Sécurité militaire. Elle a aussi pour mission de surveiller les militaires et exerce sur eux une pression. S'il demeure aujourd'hui un appareil d'Etat qui fonctionne en Algérie, c'est celui de la police politique. Tous les autres sont plus ou moins gelés, en dehors de l'appareil qui gère le pétrole.

— *Est-ce que cela signifie qu'il y aurait ainsi deux pays: l'Algérie protégée et l'Algérie abandonnée?*

Oui, c'est cela le délitement de l'Etat. Dans l'impossibilité d'avoir une paix sociale juste, on abandonne la société. Aujourd'hui, en dehors du secteur du pétrole, source de devises, et des privilégiés en nombre restreint, l'Etat ne se préoccupe pas de la société algérienne. Les activités économiques sont abandonnées et les missions sociales en dégénérescence. La régulation sociale et économique n'est pratiquement plus assurée.

— *Est-ce que la communauté internationale peut jouer un rôle pour débloquer cette situation?*

L'international est fondamental. Il joue déjà un rôle essentiel dans le *statu quo* actuel. La peur fantasmatique de l'islamisme en Occident le paralyse. S'il intervient pour affirmer l'importance d'une ouverture dans le champ politique, la situation peut évoluer positivement. Elle demeure très fragile et peut toujours dégénérer.

*Entretien conduit par
Bernard Ravenel
et Anissa Barrak*

Ghazi Hidouci a été ministre de l'Economie dans le gouvernement Hamrouche (1989-1991).

Printemps 1998